

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

SECTION DES RELATIONS

AVEC LE VENEZUELA

LE GOUVERNEMENT DU CONGO

Travail - Démocratie - Paix

DU 10 MARS 1983

ARRAIGNÉ N° 03/24I / du 12/04/1983

portant agrément de la Société Forestière du Nord Congo (F.N.C.) au régime privilégié "A" du code des Investissements.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO, M. M. SENGOLÉ, PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION, CHEF DE L'ÉTAT, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Vu la Constitution du 1er juillet 1972 ;

Vu la Loi n° 10/80 du 10 Novembre 1980 portant amendement de l'article 177 de la Constitution ;

Vu le Traité du 21 Novembre 1976 instituant une Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale ;

Vu le décret n° 01/13/J.A.C du 16 Novembre 1985 instituant une Convention communale sur les Investissements dans les Etats de l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale ;

Vu la Loi n° 11/81 du 7 Juillet 1981 portant code des Investissements ;

Vu le Décret n° 01/137 du 6 Janvier 1981 déterminant les attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n° 79/156 du 6 Avril 1979 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le Décret n° 02/161 du 10 Décembre 1980 portant nomination des membres du Conseil des ministres ;

Vu le certificat n° 01/137 du 6 Janvier 1981 au décret n° 02/161 susvisé ;

Vu l'avis de la Commission Nationale des Investissements ;

Sur proposition du Ministre du Plan ;

Le Conseil des ministres entendu ;

RÉSUMÉ :

ANNEXE 1er. La Société Forestière du Nord Congo (F.N.C.) est agréée au régime privilégié "A" du Code des Investissements pour une durée de dix (10) ans.

ANNEXE 2. Compte tenu des dispositions de la Convention d'Etablissement conclue entre la République Populaire du Congo et ladite Société.

MENT. Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié au Journal officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 12 Avril 1983

PAR LE MINISTRE DES FINANCES DÉCRET  
DU 12.4.83, EN CONSULTATION AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT, MINISTRE DES FINANCES  
ET DES TRAVAUX PUBLICS,

LE MINISTRE DES FINANCES,  
Colonel Louis MANGA,

Colonel Louis MANGA,

Le Ministre des Finances,

Adrien Souetemba MANGA, U.

Colonel Eric NGOU-NGUESSO.

Le Ministre du Plan,

Pierre MOUSSA.

Le Ministre des Eaux et  
Forêts,

Henri DJOMBO.

Le Ministre du Travail et de  
l'Assurance Sociale,

Bernard COLOMB.